

# COURRIER

de l'Institut du Bosphore

No: 60 - Mars 2015



## ANALYSE DE LA PRESSE

Mars 2015

1. A la une : le processus de paix traverse une période difficile
2. Turquie
3. International
4. Economie
5. Liste des journalistes ayant couvert le sujet turc ( Mars 2015)



redefining / standards

MECENE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

33 rue Galilée 75116 Paris T +33 1 44 43 52 54 F +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org • www.institut-bosphore.org

## 1. A la une : le processus de paix traverse une période difficile

Alors que le processus de paix entre l'Etat turc et le PKK semblait avancer, l'attaque du PKK contre une position militaire turque a provoqué de vives tensions.

« L'armée turque a annoncé [le 25 mars] avoir répondu par des tirs d'artillerie à une série d'attaques au mortier et au fusil automatique perpétrées par des rebelles kurdes contre une position militaire située [à Dağlica] à la frontière irakienne. » (*Le Figaro, AFP, 25/03/2015*)

Cette opération intervient après les déclarations du chef emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan, qui avait appelé samedi 21 mars son mouvement « à tenir un congrès pour mettre fin à sa rébellion contre les autorités turques » et avait lancé un appel équivalent le 28 février. (*Le Figaro, AFP, 25/03/2015*)

### Annnonce d'un accord de résolution de la question kurde

Les députés du Parti démocratique du peuple (HDP), pro-kurde et Yalçın Akdoğan, le vice-Premier ministre responsable des pourparlers de paix se sont rencontrés le 28 février à Istanbul pour la signature d'un accord de résolution de la question kurde.

Lors d'une déclaration commune à l'issue de cette rencontre, le député du HDP Sırrı Süreyya Önder a partagé avec la presse le message de Abdullah Öcalan, chef emprisonné du PKK, annonçant la mise en place d'une « feuille de route » et appelant ses troupes à déposer les armes. « "Nous nous rapprochons d'un règlement de ce conflit vieux de trente ans sous la forme d'une paix définitive, et notre objectif premier est de parvenir à une solution démocratique" » a estimé Öcalan dans son message. (*Nouvel Observateur, R.F., 01/03/2015*)

« Outre son appel au désarmement du PKK, Abdullah Öcalan a énuméré dans son message une série de 10 mesures à ses yeux nécessaires à une paix durable en Turquie. » (*Nouvel Observateur, R.F., 01/03/2015*) « L'application de ces propositions déboucherait aussi sur une redéfinition de la citoyenneté garantissant la défense d'une identité kurde et impliquant une modification de la Constitution, sujet très débattu ces derniers temps. La délégation du HDP a aussi déclaré que cet accord devrait aboutir à une modification du très polémique projet de loi sur la sécurité intérieure actuellement défendu par le gouvernement. » (*Courrier international, 13/03/2015*)

« "Une telle déclaration de bonne volonté représente une chance unique d'avancer sur les chemins de la démocratie et de résoudre la question kurde et les problèmes fondamentaux de la Turquie, écrit dimanche 1er mars le PKK dans un communiqué. Le gouvernement devrait prendre ses responsabilités [...] et prendre des mesures concrètes et radicales." Les responsables du PKK ajoutent qu'ils veulent parler avec M. Öcalan "directement" et "immédiatement" pour relancer le processus de paix avec Ankara, alors que les échanges se font pour le moment grâce aux navettes des avocats pro-kurdes entre la prison et les montagnes du nord de l'Irak où le PKK a son siège. » (*Le Monde.fr, AFP, 01/03/2015*)

« Les deux parties sont "plus proches de la paix que jamais", a commenté (...) Sırrı Süreyya Önder. (...) Aujourd'hui, une étape cruciale a été franchie dans la démocratisation de la Turquie, l'extension des libertés et une paix durable", s'est réjoui le coprésident du HDP Selahattin Demirtaş. » (*Nouvel Observateur, R.F., 01/03/2015*)

« "Nous avons franchi une étape importante et historique dans le processus de paix", a renchéri Yalçın Akdoğan, premier représentant d'un gouvernement turc à assister à la lecture d'un message du chef historique du PKK, encore largement considéré en Turquie comme un "terroriste". "Faire taire les armes va contribuer au développement de la démocratie", a ajouté Yalçın Akdoğan. (...) Le Premier ministre Ahmet Davutoğlu a lui aussi salué la déclaration de Abdullah Öcalan (...) se félicitant du fait que le langage de la violence allait "cesser d'exister". » (*Nouvel Observateur, R.F., 01/03/2015*)

Quant au président turc Recep Tayyip Erdogan, il « a qualifié cet appel de "très, très important" mais s'est montré prudent, rappelant que de précédents appels au désarmement de la rébellion séparatiste kurde avaient échoué. » (*Nouvel Observateur, R.F., 01/03/2015*)

### **Appel à la paix renouvelé lors des messages de Newroz**

Samedi 21 mars, à l'occasion des festivités du nouvel an kurde « Newroz » à Diyarbakır, le député de HDP Sırrı Süreyya Önder et la vice-présidente du Parti pour la paix et la démocratie (DBP) Pervin Buldan ont lu la lettre ouverte d'Abdullah Öcalan qui « a répété son appel à la fin de la rébellion kurde en Turquie et annoncé une "nouvelle ère". » (*Le Monde.fr, AFP, 21/03/2015*) Cependant, « contrairement aux déclarations précédentes, quand Abdullah Öcalan évoquait le désarmement total et quasi immédiat du PKK, il a cette fois-ci lié ce geste à la prochaine tenue d'un congrès du mouvement. » (*Le Monde, Marie Jégo, 23/03/2015*)

Le même jour, lors d'une cérémonie de Newroz à Istanbul, le premier ministre Ahmet Davutoglu a annoncé que « son gouvernement suivrait la feuille de route conformément aux souhaits du président [Recep Tayyip Erdoğan]. "Nous sommes toujours fidèles à l'esprit de 2005 à Diyarbakır", a-t-il déclaré en référence à la visite historique d'Erdoğan dans la ville kurde. » (*Le Monde, Marie Jégo, 23/03/2015*)

Toutefois, les récentes déclarations d'Erdoğan montrent qu'il y a encore du chemin à parcourir. Dimanche 15 mars, il a affirmé qu'« il n'y a pas de problème kurde en Turquie » et expliqué que « les négociations autour de la feuille de route étaient une "erreur" et qu'il ne saurait être question de créer un groupe d'observateurs indépendants chargés de suivre le processus de paix, comme le réclame la partie kurde. (...) "Cela va renforcer la légitimité de l'îlot (un euphémisme pour Öcalan), donc c'est dangereux", a-t-il avancé. » (*Le Monde, Marie Jégo, 23/03/2015*)

## **2. Turquie**

### **Le Parlement turc a adopté le projet de loi de sécurité intérieure**

« Les députés turcs ont voté vendredi [27 mars] une version raccourcie du projet de loi très controversé de "sécurité intérieure" du gouvernement incluant les principales mesures destinées à renforcer les pouvoirs de la police jugées "liberticides" par l'opposition.

Au terme de plus d'un mois de débats très houleux, ponctués de violentes bagarres, le Parlement, où le Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) au pouvoir depuis 2002 dispose de la majorité absolue, a définitivement adopté au petit matin 69 des 132 articles du texte initial.

Sur les 231 élus présents en séance, 199 ont voté pour et 32 contre, a rapporté l'agence de presse Dogan. A moins de trois mois des élections législatives du 7 juin, le gouvernement avait décidé il y a quinze jours de renvoyer en commission les 63 articles qui n'avaient pas encore été adoptés, afin de calmer la colère de l'opposition.

Parmi les mesures adoptées vendredi figurent toutefois quelques-unes des plus critiquées par les adversaires du régime du président Recep Tayyip Erdogan, qui l'accusent de vouloir faire de la Turquie un "Etat policier". Le texte voté permet aux policiers de fouiller domiciles ou véhicules sur la base de simples "soupçons" ou de retenir des suspects en garde à vue pendant quarante-huit heures, contre vingt-quatre auparavant, sans supervision d'un magistrat. Il punit aussi de quatre ans de prison les manifestants porteurs de cocktails Molotov ou de feux d'artifice.» (*AFP, 27/03/2015*)

« Les partis kémaliste du CHP, et pro-kurde du HDP, ont immédiatement demandé l'annulation du dispositif par la Cour constitutionnelle, car, estiment-ils, il entrave sérieusement la liberté de faire campagne pour le scrutin à venir. Le département d'Etat américain a lui aussi dénoncé ces restrictions à la liberté d'association et de manifestation. » (*RFI, Jérôme Bastion, 28/03/2015*)

## Les critiques du Vice-premier ministre turc créent des tensions au sein de l'AKP

« Pour avoir critiqué, à deux reprises récemment, les sorties intempestives du président Erdogan sur la façon dont le gouvernement négociait avec les Kurdes, le vice-premier ministre Bülent Arinç s'est attiré les foudres » du maire d'Ankara Melih Gökçek. Ce dernier a appelé, par son compte Twitter, M. Arinç à démissionner l'accusant d'être un adepte de Fethullah Gülen, l'imam exilé aux Etats-Unis. Quant à M. Arinç, il a accusé M. Gökçek de corruption et a promis des révélations après les élections législatives du 8 juin. Il accuse par ailleurs le maire de courtiser le président de la république pour faire figurer son fils sur les listes électorales. « Une plainte a même été déposée auprès du parquet d'Ankara. (...) Chacun en prend pour son grade : M. Gökçek est menacé de poursuites pour "détournements de fonds" ; M. Arinç pourrait avoir à répondre de "non-dénonciation de crimes". » (*Le Monde, Marie Jégo, 27/03/2015*)

### « Le "critique d'art" Erdogan condamné pour diffamation »

« Le président turc Recep Tayyip Erdogan vient d'être condamné par un tribunal d'Istanbul, le 3 mars, à payer une amende pour avoir critiqué... un monument. Le sculpteur et plaignant, Mehmet Aksoy, recevra 10 000 livres turques (TL) (3 500 euros) au titre des dommages et intérêts. (...)

La sculpture de 30 mètres avait commencé à être érigée en 2006 sur une hauteur des environs de Kars (Nord-Est), face à la frontière turco-arménienne fermée depuis 1993. A la demande du maire de Kars, Naif Alibeyoglu, qui milite activement pour sa réouverture, l'artiste avait conçu deux immenses visages et une main de géant pour mieux symboliser l'amitié entre les deux Etats, qui sont à couteaux tirés, en raison du refus d'Ankara de reconnaître le génocide des Arméniens de l'Empire ottoman en 1915.

Mais la statue n'a jamais pu être achevée – et pour cause. Le 8 janvier 2011, Recep Tayyip Erdogan, à l'époque Premier ministre, alors en visite dans la région, a déclaré qu'elle était « monstrueuse » et qu'il valait mieux la détruire.

Quelques mois plus tard, la statue était détruite sur ordre du Haut Conseil des monuments historiques, convaincu qu'elle n'aurait jamais dû voir le jour, ayant été érigée sur les vestiges d'un mémorial construit en 1734 à la mémoire de Timour Pacha, un général de l'empire ottoman. » (*Le Monde, 12/03/2015*)

## Les mesures prises par le gouvernement turc sur l'accès à internet

Le gouvernement turc « a décidé de lutter contre la fracture numérique en offrant aux familles les plus modestes de Turquie, à commencer par celles dont les enfants sont étudiants, un accès gratuit mais contrôlé à internet. (...) Depuis un an, les autorités turques suscitent de nombreuses critiques en bloquant provisoirement les réseaux sociaux Twitter ou Facebook, accusés de diffuser de fausses informations sur un scandale de corruption impliquant le régime, ou en interdisant l'accès à des sites considérés comme "insultants" pour l'islam. (...) L'an dernier, une enquête réalisée par le gouvernement avait établi que 43% des foyers turcs étaient dépourvus de toute connexion à internet, essentiellement parce que cela est jugé "trop cher" ou "sans intérêt". » (*AFP, 10/03/2015*)

Cependant, on observe une augmentation des censures relatives aux sites internet du gouvernement turc ces dernières années, notamment pour des accusations d'insultes contre le Président Recep Tayyip Erdogan.

« Depuis l'élection de M. Erdogan à la présidence de la République en août dernier, les poursuites pour "insulte au chef de l'Etat" se sont multipliées en Turquie, visant aussi bien artistes et journalistes que simples particuliers. Le barreau d'Istanbul a recensé au moins 84 procédures de ce type en six mois. (*Le Monde, AFP, 13/03/2015*)

D'autres sites internet, des pages de Wikipédia, de Facebook et de Twitter sont interdits au motif qu'ils contiennent des « insultes aux valeurs religieuses et sacrées » (*Libération, Ragıp Duran, 07/03/2015*), (*Aujourd'hui la Turquie, Victoria Coste, 04/03/2015*). Le jeu vidéo "Minecraft" est aussi dans le collimateur

du ministère de la famille turc pour « être un jeu basé sur la violence » et accusé « de pousser à l'isolation sociale, d'exposer les enfants à des rencontres en ligne dangereuses, et d'utiliser la carte bleue de leurs parents sans autorisation pour acheter le jeu en ligne. » (*Le Monde, Pôle Pixels, 12/03/2015*)

« L'interdiction de Minecraft devra être approuvée par le gouvernement turc avant d'être effective. Ce rapport s'inscrit dans un contexte de plus en plus tendu pour le Web en Turquie. Le pays aurait déjà bloqué l'accès à plus de 67.000 sites Internet, d'après le journal turc Hürriyet Daily News. Il impose également des règles strictes aux réseaux sociaux: récemment, Facebook a dû masquer à ses utilisateurs turcs des pages critiquant Mahomet, qualifiées de blasphématoires par un tribunal d'Ankara. » (*Le Figaro, Lucie Ronfaut, 11/03/2015*)

#### « Turquie: un opposant tadjik abattu dans une rue d'Istanbul »

« L'opposant tadjik en exil Oumaral Kouvvatov, un des adversaires les plus résolus du régime du président du Tadjikistan Emomali Rahmon, a été tué par balle le 5 mars dans une rue d'Istanbul. (...) Homme d'affaires spécialisé dans le négoce du pétrole, Oumaral Kouvvatov était le fondateur et dirigeant de l'un des rares mouvements d'opposition tadjiks, "Groupe 24", très actif sur les réseaux sociaux. Ce mouvement a été qualifié l'an dernier d'"organisation extrémiste" par la Cour suprême du Tadjikistan, qui a ordonné le blocage de son site internet. M. Kouvvatov s'est exilé aux Emirats arabes unis et résidait depuis peu en Turquie avec sa femme et ses enfants. » (*AFP, 06/03/2015*)

#### Les réfugiés syriens

« Près de quatre ans après le début de la guerre en Syrie, deux millions de Syriens vivent en Turquie, non pas comme des réfugiés, mais comme des invités.

25 camps de réfugiés ont été construits notamment dans l'est du pays, pour un montant qui avoisinerait les 5,5 milliards de dollars. (...) Mais cette générosité, la Turquie risque de la payer au prix fort. En effet, seuls 15 % des réfugiés syriens (soit 265 000 personnes) résident dans des camps (...) "Ceci s'explique par la capacité limitée des camps, mais aussi par le fait que la plupart des Syriens préfèrent avoir leur propre domicile et ainsi tenter de construire une vie normale", explique Franck Düvell, chercheur au Centre sur la migration, la politique et la société de l'université d'Oxford (COMPAS).

Sauf que la présence durable de cette population étrangère et précaire, à la main-d'œuvre bon marché, est devenue facteur de tension grandissante avec les populations locales, provoquant même quelques incidents. "Tout d'abord très sensibles à leur sort, la majorité des Turcs considèrent que les Syriens doivent partir tôt ou tard", souligne le chercheur Franck Düvell. "Pendant ce temps, le gouvernement turc améliore de façon significative la position légale et socio-économique des Syriens et semble désormais préparer à considérer une solution à plus long terme." En 2014, l'organisme turc des situations d'urgence, dépendant du Premier ministre (AFAD), s'est lancé dans une vaste campagne d'enregistrement de tous les réfugiés syriens. En acceptant de s'y soumettre, ces derniers se voient octroyer une carte de résidence leur garantissant l'accès à nombre de services sociaux dont bénéficient les citoyens turcs (santé, éducation).

Une véritable "bombe à retardement", si l'on en croit la chercheuse Beril Dedeoglu, professeur à l'université de Galatasaray. "La majorité des Turcs n'ont pas encore senti les conséquences économiques de la présence de plus de deux millions de réfugiés syriens, qui pose beaucoup de problèmes sociaux", note-t-elle. Une crise qui pourrait surgir plus tôt que prévu, au vu du notable ralentissement de l'activité économique en Turquie. (*Le Point, Armin Arefi et Quentin Raverdy, 13/03/2015*)

#### « La Turquie célèbre sa victoire des Dardanelles en 1915 »

« La Turquie a célébré avec faste mercredi 18 mars dans le détroit des Dardanelles le centenaire d'une des dernières victoires de l'Empire ottoman face aux armées alliées lors de la Première Guerre mondiale. (...) Les Turcs célèbrent chaque 18 mars la victoire de leur armée qui a réussi à repousser l'offensive

alliée dans les Dardanelles, coulant notamment le cuirassé français Bouvet et plusieurs navires de guerre britanniques. (...) Le père de la Turquie moderne Mustafa Kemal, alors colonel, a été l'un des principaux artisans de la victoire turque aux Dardanelles. L'offensive alliée qui s'est enlisée pendant huit mois a fait 130.000 morts, dont 87.000 soldats de l'Empire ottoman. » (*Reuters, 18/03/2015*)

#### « La Turquie restaure une synagogue ottoman »

Les autorités turques « ont inauguré le 26 mars en grande pompe la synagogue restaurée d'Edirne, l'ancienne Andrinople (nord-ouest), qui abritait jusqu'au milieu du XXe siècle une importante communauté juive aujourd'hui réduite à une seule famille.

Après cinq ans de travaux, la Grande synagogue remise à neuf a été réouverte par le vice-Premier ministre Bülent Arınç. Une centaine d'invités étrangers assistaient à la cérémonie ainsi que le rabbin des juifs de Turquie, Ishak Ibrahimzadeh, qui a dirigé un premier office religieux, a rapporté l'agence de presse progouvernementale Anatolie.

Ouverte en 1907, la synagogue d'Edirne, à la croisée des frontières avec la Grèce et la Bulgarie, a été érigée sur l'ordre du sultan Abdülhamid II pour remplacer 13 synagogues ravagées lors d'un incendie en 1905. » (*Le Figaro, AFP, 26/03/2015*)

### 3. International

#### Lutte contre l'Etat Islamique

##### La Turquie change de position dans la lutte contre le Daesh

« Souvent critiquée pour sa neutralité, voire sa bienveillance, vis-à-vis de l'État islamique, la Turquie rompt avec cette approche en s'engageant plus fermement dans la lutte contre l'organisation djihadiste. Ankara a envoyé [le 2 mars] deux avions-cargos de matériel militaire à Bagdad, sans en détailler le contenu. Le ministre turc de la Défense [İsmet Yılmaz], en visite en Irak [le 4 mars], a affirmé que son pays était prêt à apporter de "l'aide logistique et des renseignements de toutes sorte". » (*Le Figaro, Samuel Forey, 05/03/2015*)

« La Turquie ne participera pas aux combats contre le groupe Etat islamique (EI) en Irak mais soutiendra l'administration de ce pays dans sa lutte contre les djihadistes, a déclaré son premier ministre Ahmet Davutoglu » le 4 mars. (*Le Figaro, AFP, 05/03/2015*)

Le président de la République turc Recep Tayyip Erdoğan exprime toute sa verve contre l'organisation djihadiste. Dans un de ses discours, il a comparé le saccage du musée de Mossoul, commis le 26 février par des membres de l'État islamique, au pillage des trente-six bibliothèques de Bagdad par les guerriers mongols ou à l'autodafé d'un million de livres en Andalousie par un cardinal espagnol. » (*Le Figaro, Samuel Forey, 05/03/2015*)

Cependant, la Turquie ne semble pas être favorable à une collaboration avec El Assad pour faire face à Daech.

« Le Premier ministre turc a déclaré mardi [17 mars] son hostilité à toute négociation avec le président syrien Bachar al-Assad, évoquée par le secrétaire d'Etat américain John Kerry, en affirmant que "serrer la main d'Assad revient à serrer la main d'Hitler". » (*AFP, 17/03/2015*)

Cette déclaration vient deux semaines après la rencontre du président syrien Bachar al-Assad avec une délégation de l'opposition turque à Damas lors de laquelle il avait accusé « son homologue turc Recep Tayyip Erdogan de favoriser l'extrémisme. » (*AFP, 03/03/2015*)

## La Turquie multiplie ses interventions de sécurité contre l'EI

« Pour la première fois, le 5 février, un individu soupçonné d'appartenir à l'EI a été arrêté officiellement par les autorités turques. Et le 3 mars, dix suspects ont été interpellés. » (*Le Figaro*, Samuel Forey, 05/03/2015)

Par ailleurs, « la Turquie a annoncé le 12 mars avoir arrêté un agent étranger qui avait aidé trois jeunes filles britanniques à rejoindre le groupe Etat islamique en Syrie le 17 février. (...) La Turquie avait reproché aux autorités britanniques d'avoir tardé à annoncer le départ des trois adolescentes de leur territoire. Ankara insiste sur le fait qu'elle a besoin de recevoir de telles informations avant l'arrivée sur son territoire pour pouvoir endiguer le flot de djihadistes. » (*Le Figaro* 12/03/2015)

## Turquie - Portugal

### La rencontre du premier ministre turc avec son homologue portugais

Le premier sommet intergouvernemental entre la Turquie et le Portugal s'est tenu le 3 mars 2015 à Lisbonne.

« Le Portugal paraît être le pays qui comprend le mieux la Turquie en Europe » s'est félicité le premier ministre Ahmet Davutoglu à l'issue de sa rencontre avec son homologue, Pedro Passos Coelho. La décision stratégique de la Turquie est d'appartenir à l'Union européenne soulignait le chef du gouvernement turc, remerciant le Portugal de se tenir à ses côtés dans ce dossier et se félicitant des excellentes relations bilatérales entre les deux pays. (...)

Lisbonne bénéficie actuellement d'un des plus importants investissements turcs : la construction du nouveau terminal de croisières de la capitale portugaise adjudgée à un consortium majoritairement turc pour 22,7 M€. Agroalimentaire, construction, transports, énergies renouvelables, défense, santé et tourisme constituent les secteurs prioritaires des relations entre le Portugal et la Turquie. (...) Enfin, la rencontre de Lisbonne a permis la signature d'un accord sur la protection mutuelle des informations sensibles en matière de sécurité, et a renforcé la volonté d'affirmer la coopération maritime et militaire, y compris au sein de l'OTAN. » (*Econostrum.info*, Marie-Line Darcy, 04/03/2015)

## Turquie - Grèce

### « Un malentendu autour de manœuvres aériennes ravivent les tensions »

« Le porte-parole grec du ministère des Affaires étrangères Konstantinos Koutras a déclaré [le 2 mars] que la Turquie avait lancé un NOTAM Notice to Airmen – message aux navigants aériens disant que les forces militaires turques se réservaient une large bande de l'espace aérien de la mer Egée pour des exercices, et ce jusqu'à la fin de l'année 2015. La Grèce a tout de suite interprété cette décision unilatérale turque comme une attaque et une intrusion dans l'espace aérien grec, ce qui perturberait tout le trafic. Message qui a finalement été annulé et rectifié deux jours plus tard par le porte-parole turc des Affaires étrangères Tanju Bilgiç, qui a présenté ses excuses à la Grèce et expliqué que ce message avait été envoyé par inadvertance avec de mauvaises coordonnées. Sans plus d'explications, Bilgiç ainsi que la Turquie se sont montrés prêts à résoudre tous ces accrochages diplomatiques par la voix du dialogue. » (*Aujourd'huiLaTurquie*, Juliette Vagile, 09/03/2015)

### « Cinq migrants noyés au large de la Turquie »

« Au moins cinq migrants sont décédés dans la nuit du 16 mars au large de la Turquie alors qu'ils tentaient de rejoindre clandestinement la Grèce. Les autorités locales ont annoncé le naufrage de leur embarcation.

Chargé de quinze migrants venus d'Irak et de Syrie, le bateau a sombré au large de la station balnéaire de Bodrum, sur la Mer Egée. Les migrants naviguaient en direction de l'île grecque de Kos, située à quelques kilomètres à peine des côtes turques, ont précisé ces autorités citées par l'agence de presse Dogan. (...)

Les autorités turques ont aussi intercepté au cours de la nuit une autre embarcation partie de Bodrum qui tentait également de rallier clandestinement Kos. Ses 46 passagers, tous de nationalité syrienne, ont été ramenés sur le territoire turc sains et saufs. La Turquie est un axe important de l'émigration clandestine d'Asie, du Proche-Orient, et d'Afrique vers les pays de l'Union européenne. » (*Le Figaro, AFP, 17/03/2015*)

### Turquie - Qatar

#### « Visite surprise de l'émir du Qatar en Turquie »

« L'émir du Qatar a rencontré le 11 mars le président islamo-conservateur turc Recep Tayyip Erdogan à Ankara, pour des entretiens surprise dans la capitale turque, a annoncé une source présidentielle. Cheikh Tamim Ben Hamad Al-Thani a eu des entretiens à huit-clos dans le nouveau palais présidentiel à Ankara. Cette rencontre, qui ne figurait pas dans l'agenda officiel d'Erdogan. (...) La Turquie et le Qatar, deux pays dont les habitants sont majoritairement musulmans sunnites, sont devenus des alliés proches ces dernières années qui ont vu l'émergence du conflit syrien et des printemps arabes. Ces deux pays ont aligné leur politique vis-à-vis de la Syrie et soutiennent le mouvement islamiste palestinien Hamas. Le Qatar a été l'un des principaux soutiens de la rébellion contre le président syrien Bachar el-Assad, autorisant que des manifestations contre lui se tiennent dans sa capitale Doha. » (*AFP, 12/03/2015*)

## 4. Economie

### Le taux d'intérêt directeur de la Banque centrale turque inchangé

« La banque centrale turque (BCRT) n'a pas cédé à la pression et a maintenu son taux d'intérêt directeur inchangé à 7,5 %. Une décision économiquement justifiée, mais politiquement périlleuse pour son président. La Turquie souffre en effet d'un trop-plein d'inflation (7,55 % en février). Difficile dans ce contexte de baisser les taux sans déprimer un peu plus la devise et accélérer la hausse des prix des importations. D'autant que la livre turque fait partie des devises les plus fragilisées par le changement de politique monétaire de la Fed. La hausse des taux d'intérêt anticipée aux Etats-Unis risque d'accroître la fuite des capitaux, ce qui serait problématique pour un pays affligé d'un déficit courant élevé, malgré la réduction de la facture pétrolière. (...) Pour le président turc Recep Erdogan, les taux sont trop élevés et freinent l'économie. (...) Erdem Basci est accusé d'être "sous l'influence de l'étranger" et de "dilapider les ressources de la nation par de hauts taux d'intérêt, une forte inflation et une mauvaise conduite des affaires". Bref, "il liquide son propre pays", tempête Recep Erdogan. » (*Les Echos, Pierrick Fay, 19/03/2015*)

« "La Turquie traverse une période très difficile, elle a perdu sa boussole, ses ancrages économiques", analyse Seyfettin Gürsel, économiste et professeur à l'université Bahçeşehir, à Istanbul. Si l'heure n'est pas à la récession, plusieurs signaux montrent cependant un ralentissement certain de l'activité économique du pays. "L'AKP n'a pas su préparer la Turquie pour l'ère à venir. Le parti n'a pas de grand projet économique pour mener à bien l'essor du pays", complète Sinan Ülgen, président du Center for Economics and Foreign Policy (EDAM). » (*Le Point, Quentin Raverdy et Armin Arefi, 17/03/2015*)

### « La Turquie lance le chantier du gazoduc Tanap »

« Confirmant sa vocation de pays de transit, la Turquie [a inauguré], mardi 17 mars à Kars (nord-est), le chantier du gazoduc transanatolien (Tanap). Une fois achevé, en 2019, ce tube de 2 000 kilomètres acheminera du gaz depuis le gisement offshore de Shah Deniz en Azerbaïdjan via la Géorgie et la Turquie jusqu'à la frontière avec la Grèce et la Bulgarie. Il devrait ensuite se prolonger vers la Grèce et l'Albanie jusqu'en Italie, sous le nom de gazoduc transadriatique (TAP). Ce vaste réseau fait partie du projet de "corridor Sud" soutenu par Bruxelles dans le cadre de la diversification des approvisionnements. Cet ouvrage va permettre de varier les routes et les sources, une perspective prioritaire pour l'Union européenne (UE), sur fond de détérioration de ses relations avec la Russie en raison de la crise ukrainienne. Doté au départ d'une capacité de 16 milliards de mètres cubes par an, censée doubler à l'avenir, ce réseau devrait, à terme, permettre de satisfaire 20 % des besoins de l'UE en gaz. (...)

L'importance du projet a été récemment soulignée par Nihat Zeybekci, le ministre turc de l'économie, qui y voit une perspective de désenclavement des pays du pourtour de la Caspienne. Riches en énergie, ces Etats ont des voies de sorties traditionnellement tournées vers la Russie. Des négociations sont en cours pour que le gaz du Turkménistan, Etat d'Asie centrale aux énormes réserves gazières devenu récemment fournisseur de la Chine, transite à terme par le Tanap. La Turquie renforce ainsi son rôle en tant que pays-clé pour le transit de l'énergie vers les Balkans et l'Europe occidentale. Ankara est aussi courtisée par Moscou pour la construction d'un nouveau gazoduc, le Turkish Stream. Le 1er décembre 2014, Vladimir Poutine, alors en visite à Ankara, avait annoncé l'abandon de la construction du gazoduc South Stream, un mégaprojet d'un coût de 50 milliards de dollars (47,23 milliards d'euros), prévu pour approvisionner l'Europe méridionale et orientale en gaz russe tout en contournant l'Ukraine. (...)

[Turkish Stream] devrait être posé sous la mer Noire avant de passer par la ville de Lüleburgaz, dans l'extrême nord-ouest de la Turquie, pour s'achever à la frontière gréco-turque au niveau de la ville d'Ipsala, selon les plans dévoilés par Gazprom. Le groupe russe installera la partie sous-marine du Turkish Stream, tandis que la partie terrestre en Turquie sera mise en place avec la société turque Botas. Gazprom cherche à se défaire de l'Ukraine en tant que pays de transit. D'ores et déjà, le volume de gaz russe transporté vers l'Europe a baissé (62 milliards de mètres cubes en 2014 contre 137 milliards en 2004).

"Avec le transit via l'Ukraine, les risques demeurent pour les consommateurs européens", a souligné récemment Alexeï Miller, le patron de Gazprom, évoquant le Turkish Stream comme "*la seule option possible*". (...) La position de monopole exercée par le géant gazier est au cœur du conflit avec Bruxelles, dont les règles commerciales (le troisième paquet) condamnent toute position monopolistique. En tant que pays non membre de l'Union européenne, la Turquie ne s'estime pas concernée par les sanctions mises en place par Bruxelles vers la Russie, ce qui lui donne une certaine liberté de manœuvre pour coopérer avec Gazprom.»(*Le Monde, Marie Jégo, 17/03/2015*)

### « La Turquie annonce qu'elle va chercher du pétrole au Kurdistan irakien »

« Le ministre de l'énergie [Taner Yıldız] a annoncé que la Turquie va procéder à des travaux d'exploration pétrolières dans la province autonome du Kurdistan irakien dans le cadre des accords économiques signés avec le gouvernement central de Bagdad. (...) Très dépendant de la Russie et de l'Iran pour ses importations d'hydrocarbures, le gouvernement islamo-conservateur turc s'est récemment rapproché de la province autonome du Kurdistan irakien, productrice de pétrole, afin de diversifier ses approvisionnements. Cette politique a irrité les autorités centrales de Bagdad, en conflit avec les dirigeants kurdes au sujet du partage des bénéfices des ressources en hydrocarbures de cette province jusqu'à la signature d'un accord en décembre 2014. » (*AFP, 02/03/2015*)

### « A Bordeaux, Turkish Airlines décolle vraiment »

« Moins d'un an après avoir ouvert sa première ligne depuis l'aéroport de Bordeaux-Mérignac, la "meilleure compagnie européenne" selon l'enquête de satisfaction Skytrax, Turkish Airlines renforce sa présence à Bordeaux. Son chef d'escale, Cenk Açıköz le reconnaît sans hésiter : il est très satisfait des résultats obtenus par sa compagnie sur la ligne Bordeaux-Istanbul. Sa direction aussi car elle vient de décider de faire passer la rotation de ses avions de quatre liaisons par semaine à cinq à partir du 29 mars. "Depuis le mois de juin dernier, nous avons transporté 360.000 passagers au départ ou à destination de Bordeaux " explique le manager de l'escale bordelaise. De fait, l'Aquitaine, où vivent environ 16.000 Turcs, se révèle être quasi aussi performante que Marseille ou Toulouse qui ont déjà cinq rotations d'avions par semaine vers le hub d'Istanbul. 30 à 40 % des voyageurs de Turkish Airlines (5,7 millions de passagers transportés en 2014, en hausse de 13,3 %) du Bordeaux-Istanbul alimentent ce hub puisqu'ils transitent vers des destinations plus lointaines.

Pour figurer parmi les compagnies les mieux notées (restauration, services, sièges...), Turkish Airlines a beaucoup investi. Les voyageurs en classe affaires internationale (environ 10 sièges par rotation au départ de Bordeaux) peuvent bénéficier, à Istanbul, d'un lounge qui s'étend sur près de 6.000m<sup>2</sup> et sur deux niveaux, avec salles de travail, de massage, douches, repassage de vêtements, bar à vins, restauration gratuite, espace de jeux, bibliothèque... Ses avions sont récents, la restauration, même en classe éco est soignée (2e du monde en qualité selon les Capa Awards 2014), ses sièges, dans toutes les catégories, disposent presque tous d'écrans individuels. Autant d'efforts qui pourraient remettre en cause le modèle économique de la compagnie. Mais ils ont clairement pour but de faire figurer le plus longtemps possible Turkish Airlines au plus haut niveau européen afin d'en faire un argument commercial de poids. Un avantage concurrentiel dont compte bien profiter Cenk Açıköz, patron de l'escale bordelaise, pour tenter, d'ici cinq ans, de doubler le nombre de rotations vers Istanbul. » (*La Tribune, Pascal Rabiller, 04/03/2015*)

### « Pegasus annonce une croissance de 29% de son chiffre d'affaires »

« Pegasus Airlines annonce un chiffre d'affaires 2014 de 3,1 milliards de livres turques (1,11 mrd€), en hausse de 29% par rapport au précédent exercice. Le résultat net lui s'envole en progression de 62% à 143,3 millions de livres turques (51,7 M€). La compagnie aérienne turque a transporté 19,7 millions de passagers en 2014 (+17,3%) soit une croissance trois fois plus rapide que la moyenne sur le secteur. L'année 2014 aura notamment vu la mise en service quatorze nouvelles liaisons vers Lyon, Nice, Madrid, Milan-Malpensa, Hurghada, Sharm el-Sheikh, pour ne citer que les villes méditerranéennes. En Turquie, 28% des passagers auraient choisi un vol Pegasus Airlines en 2014. La compagnie dispose de cinquante cinq appareils et d'un taux de remplissage moyen de 80%.

Selon Sertaç Haybat, directeur général de Pegasus Airlines, cité dans le communiqué résultat publié par la compagnie, "le secteur aérien en Turquie a confirmé sa croissance en 2014. En 2007, le pays a enregistré 70,2 millions de passagers et atteint 165,9 millions de passagers en 2014. La libéralisation du marché domestique est le facteur premier de notre croissance. De la même manière, le marché s'est développé depuis la Turquie vers de nombreuses routes à l'international et joué en faveur de la croissance de notre économie nationale. Pour maintenir notre croissance en 2015, Pegasus ajoutera de nouvelles destinations à son réseau tout en augmentant la fréquence des vols sur les lignes existantes, et en offrant à nos passagers des départs ponctuels aux meilleurs prix. » (*Econostrum.info, Frédéric Dubessy, 13/05/2015*)

### « Citigroup vend sa part dans la banque turque Akbank pour \$1,2 md »

« Citigroup a vendu sa participation de près de 10% dans le capital de la banque turque Akbank pour 1,2 milliard de dollars (1,09 milliard d'euros), a annoncé jeudi la banque américaine, sa dernière cession en date d'actifs à l'étranger visant à réduire ses coûts et améliorer ses profits. Citigroup, qui a été le deuxième actionnaire d'Akbank, a néanmoins affirmé sa volonté de renforcer son activité en Turquie, où elle est présente depuis 40 ans et emploie 500 personnes. Dans le cadre de la cession de ses actifs jugés non stratégiques, Citigroup avait annoncé mardi avoir vendu sa filiale de crédit à la consommation OneMain Financial Holdings pour 4,25 milliards de dollars. (*Reuters, 05/03/2015*)

### **Kuveyt Türk Bank fait son entrée en Allemagne**

« Ce sera une première en Allemagne : la banque islamique turque Kuveyt Türk Bank a obtenu de l'autorité de régulation bancaire Bafin l'autorisation d'opérer sur le marché allemand. KT Bank, filiale de Kuveyt Türk, pourrait ouvrir d'ici l'été trois succursales à Francfort, Berlin et Cologne, des villes comptant une forte minorité turque. (...) Quatre millions de musulmans vivent en Allemagne, pour l'essentiel d'origine turque. (...) Selon certaines analyses, le potentiel du marché serait de 1,6 milliard d'euros. (...) D'ici trois à quatre ans, la KT Bank mise sur une activité de quelque 500 millions d'euros. (...)

Selon le FMI, les avoirs des banques islamiques à travers le monde ont été multipliés par 9 entre 2003 et 2013, à 1 800 milliards de dollars, soit une progression de 16% par an. Plus de 40 millions de personnes dans le monde sont clientes d'une banque islamique essentiellement en Iran (40% du total des avoirs), en Arabie Saoudite (12%) et en Malaisie (10%). Le secteur devrait doubler, à 4 000 milliards de dollars d'ici à 2020, selon des experts. La banque islamique a connu un regain d'intérêt avec la crise de 2008. «*Les banques islamiques ont pu éviter le pire de la crise financière parce qu'elles n'étaient pas exposées aux subprimes et aux créances toxiques*», estimait la Banque mondiale dans une récente étude. » (Libération, Nathalie Versieux, 26/03/2015)

## **5. Liste des journalistes ayant couvert le sujet turc (mars 2015)**

### **Courrier International**

#### **Les Echos**

Pierrick Fay

#### **Nouvel Obs**

#### **Aujourd'hui la Turquie**

Victoria Coste

Juliette Vagile

#### **Econostrum-nfo**

Mairie-Line Darcy

#### **La Tribune**

Pascal Rabiller

### **Le Figaro**

Lucie Ronfaut

Samuel Fay

### **Le Monde**

Marie Jégo

### **Libération**

Nathalie Versieux

### **Le Point**

Armin Arefi

Quentin Raverdy

### **RFI**

Jerôme Bastion

Mécène Principal *Main Supporter*



**redefining / standards**

Mécènes Institutionnels *Institutional Supporters*



33 rue Galilée  
75116 Paris

Tel.: +33 1 44 43 52 54  
Fax: +33 1 47 23 68 14

[info@institut-bosphore.org](mailto:info@institut-bosphore.org)